

Marielle Mangeon pour le Groupe Union de la Gauche

Budget de la Ville de Troyes : la prudence de façade déjà rattrapée par une cure d'austérité

Le budget primitif 2026 se voulait un modèle de prudence : on nous annonçait des dépenses de fonctionnement contenues à +1 %, des investissements resserrés à 35,17 M€. Cinq mois plus tard, la réalité rattrape ce discours rassurant. Mi-juillet, en plein cœur de l'été, François Baroin a adressé à ses 18 adjoints une « lettre de cadrage » demandant de réinterroger « l'utilité » de chaque mission municipale, en vue d'« arrêts » et de « réorganisations ».

Sur la méthode, deux points appellent la vigilance de l'opposition. Ce diagnostic, piloté en interne par l'adjoint aux finances et la direction générale pose question. Se fera-t-il sans les élus de l'opposition ni sans associer des Troyennes et des Troyens aux choix qui

s'annoncent avant les arbitrages de 2027, alors même que des suppressions de services sont explicitement envisagées ? La commission finances où siège l'opposition sera-t-elle saisie ou bien les choix de fond seront-ils arrêtés en amont, entre les seuls adjoints de la majorité ? Ensuite, la lettre invite à évaluer chaque mission non seulement sur son utilité pour les habitants et on peut s'interroger sur la méthode retenue, mais aussi sur sa « visibilité politique », un critère bien étrange qui laisse craindre des arbitrages guidés par la communication plutôt que par l'intérêt général.

Quelles missions seront sacrifiées ?

La majorité est silencieuse à ce stade sur les secteurs visés en priorité, mais le budget primitif 2026 donne des indices inquiétants. Alors que la Ville a traversé douloureusement plusieurs épisodes de canicule, le budget Transition Écologique ne représente que 5,6 M€ en fonctionnement : combien de temps

ces crédits, déjà modestes, résisteront-ils à la logique du « coût/bénéfice » annoncée par le maire ? Les secteurs Culture, Éducation-Enfance-Jeunesse où Solidarités seront-ils eux aussi dans le viseur alors que les ménages subissent de plein fouet une baisse de pouvoir d'achat ?

C'est pourquoi nous déposerons, lors du prochain Conseil municipal, une question orale demandant la liste précise des missions étudiées par cet audit, ainsi qu'un appel à l'organisation d'un débat public et à l'association des élus de l'opposition à cette démarche, plutôt que de découvrir les arbitrages, une fois ficelés dans le budget 2027. La transparence n'est pas une option : elle est la condition d'un débat démocratique digne de ce nom.

Groupe Union de la Gauche au Conseil municipal de Troyes

Pierre Brochet pour le Groupe Rassemblement National

Narcotrafic : à Troyes aussi, suivons l'argent !

Si les meurtres sur fond (soupçonné) de trafic de drogue font désormais régulièrement « la une » à Troyes, il y a un autre aspect plus sordide du narcotrafic qui mérite toute notre attention. Le narcotrafic ne prospère pas seulement dans les immeubles un peu douteux du centre-ville car pour prospérer il doit aussi blanchir l'argent qu'il génère. Et c'est là que certains commerces peuvent entrer en jeu.

Kebabs, barber shops, ongleries, épiceries de nuit, boutiques de téléphonie... Ce n'est pas un secret : des établissements brassant beaucoup d'espèces peuvent parfois servir de façade pour réinjecter l'argent de la drogue dans l'économie légale : comment ? Une clientèle difficilement quantifiable, un chiffre d'affaires artificiellement gonflé par des dépôts d'espèces sans rapport avec

l'activité réelle, le tout rendu légitime par des états financiers en bonne et due forme. Belles affaires mais boutiques quasiment vides. Les riverains, eux, ne sont pas dupes.

Soyons clairs : il ne s'agit évidemment pas de soupçonner tous les commerçants de ces secteurs : à tous ceux qui travaillent honnêtement et se battent chaque jour pour faire vivre leur activité ; c'est précisément pour vous qu'il faut agir.

Car un commerce financé par l'argent du trafic ne concurrence pas à armes égales le restaurateur, le coiffeur (par ailleurs profession réglementée) ou l'épicier qui vit réellement de ses clients. Le blanchiment n'est donc pas seulement une affaire de police : il détruit aussi le commerce, fausse la concurrence et contribue à l'infiltration des réseaux criminels au cœur de notre ville.

La loi permet au préfet de fermer administrativement les établissements liés au trafic, au recel ou au blanchiment. Cet

outil doit être pleinement utilisé.

À Troyes, nous appelons à l'action : la Ville, la préfecture, les forces de l'ordre et les services compétents doivent reprendre le contrôle, et le faire voir. Nous leur demandons d'agir vite et ensemble afin que chaque situation suspecte puisse être contrôlée rapidement. Lorsqu'un commerce sert de paravent au narcotrafic, la réponse doit être immédiate : contrôle, fermeture, enquête et inculpations.

Les Troyennes et les Troyens le voient et le comprennent. L'explosion du nombre de certains commerces ne peut pas être le seul fait de leur succès.

Il faut mettre en lumière cette face cachée du narcotrafic. Il faut casser la chaîne de l'argent. Il faut fermer les blanchisseries de la drogue.

Protéger Troyes, protéger nos commerçants honnêtes.

Groupe Rassemblement National au Conseil municipal de Troyes

Valéry Denis pour le Groupe de la majorité

Évaluer pour mieux adapter nos politiques aux attentes des Troyens

Le 15 juillet, François Baroin a envoyé une lettre de cadrage à ses adjoints ayant pour objectif : « *de réinterroger l'ensemble des missions portées par la collectivité* » afin « *d'évaluer leur utilité, leur efficacité et leur rapport coût bénéfice/usager* ».

La démarche du Maire de Troyes est simple : il demande à sa municipalité renouvelée après les dernières élections municipales de porter un regard critique et constructif sur l'ensemble des services et politiques publiques conduites par la Ville. Il s'agit de vérifier qu'elles répondent toujours aux besoins et attentes des Troyens et que les moyens qui leur sont consacrés, sont utilisés de la manière la plus pertinente possible.

Or, dans un courrier récent anticipant une question orale au prochain conseil municipal, le groupe de gauche s'interroge sur la méthode et exprime sa crainte que des « sacrifices » puissent impacter négativement certains secteurs comme la transition écologique, la culture, l'éducation, la jeunesse ou la solidarité, et sans d'ailleurs mentionner la sécurité, la proximité, le sport, la propreté ou encore le commerce, autant de secteurs jugés sans doute secondaires à ses yeux.

Ce texte n'a pas pour objet de guérir la gauche de son addiction à la dépense publique, mais d'expliquer le bien-fondé de cette lettre de cadrage.

Tout d'abord, il convient de rappeler son contexte national. Celui d'une explosion des déficits budgétaires publics dont la responsabilité incombe très largement à l'État qui, pour boucher les trous qu'il a creusés lui-même, se retourne vers les collectivités locales, soit en baissant ses dotations, soit en transférant de nouvelles charges. C'est ainsi que la quasi-totalité de la hausse des dépenses de fonctionnement de notre ville en 2025 a pour cause des décisions prises par l'État. Dans ce contexte, il est donc rationnel d'interroger la dépense

communale si l'on souhaite stabiliser la fiscalité et maintenir un haut niveau d'investissement.

Mais au-delà de ce contexte budgétaire national, largement imputable à 15 années de gestion socialiste, on peut également s'interroger sur les réticences de la gauche troyenne à ce que la majorité municipale réalise un examen critique des dépenses de notre ville.

Cette attitude signifie-t-elle que la gauche municipale soutient l'action de François Baroin et en conclue qu'une révision des missions est inutile ? Non, évidemment, puisque depuis le début du mandat, ses appels à toujours plus de dépenses et de gratuités se multiplient.

Cette réticence trouve ses racines dans une idéologie qui consiste à considérer, d'une part, que toute dépense publique est bonne par nature et, d'autre part, que chaque euro supplémentaire dépensé accroît le bien-être de la population. C'est ce dogme qui a entraîné notre pays dans la situation que l'on sait, sans pour autant rendre les Français plus heureux, ni plus optimistes.

Au contraire de la gauche, nous considérons que chaque euro dépensé par la puissance publique doit non seulement être justifié, mais qu'il convient d'en mesurer son impact, son efficacité, et, compte tenu de sa rareté, de procéder in fine à des arbitrages en faveur de dépenses jugées les plus efficaces et les plus pertinentes, au détriment d'autres qui le sont moins ou qui ne le seraient plus. Ce que demande François Baroin à ses adjoints, c'est ce que pratique chaque famille, chaque entreprise, chaque association : rationaliser les dépenses, pour mieux allouer les ressources.

Pour la ville de Troyes, l'exercice n'est pas nouveau. Chaque année, au moment de la préparation du budget, chaque dépense doit être justifiée.

Par ailleurs, il est indispensable de porter périodiquement un regard critique sur l'ensemble des politiques publiques que nous menons. En effet, le monde change,

les demandes des Troyens évoluent et il nous revient d'y répondre par un effort d'adaptation. Ce qui était pertinent hier ne l'est plus nécessairement aujourd'hui. Une action qui répondait à un besoin il y a dix ans peut aujourd'hui nécessiter d'être transformée, réorganisée ou, parfois même, remplacée par une solution plus efficace.

C'est le sens de la démarche engagée par François Baroin : une adaptation normale de l'administration municipale aux temps présents, afin que les demandes exprimées par les Troyens soient prises en compte et trouvent des réponses concrètes. C'est le cas notamment de la sécurité.

La lettre de cadrage envoyée par François Baroin à ses adjoints s'inscrit dans un effort permanent d'adaptation qui nous a permis depuis 30 ans de répondre aux demandes des Troyens et de moderniser notre ville tout en maîtrisant la fiscalité. Sans une révision périodique des missions que nous exerçons au nom et au service des Troyens, nous aurions empilé les dispositifs et multiplié sans raison les dépenses, réduisant d'autant nos marges de manœuvre, avec comme conséquences funestes la réduction des investissements et l'augmentation de vos impôts.

C'est un autre chemin qu'avec vous et grâce à votre soutien, nous avons choisi.